



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 juin 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 23**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Aliki PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 9**

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS  
Gilles BELLIERE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Édith LEROUX donne pouvoir à Virginie VANDAELE  
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE  
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL  
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX  
Philippe QUERNE donne pouvoir à Yannick LE COQ  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécourcs citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

## CONSEIL MUNICIPAL du 24 juin 2024

**M\_DL240624\_094**

### **SOLIDARITES - ASSOCIATION TUTELAIRE DES MAJEURS PROTEGES DE SEINE-MARITIME (ATMP76) - VILLE DE MONTIVILLIERS- CCAS DE MONTIVILLIERS- CONVENTION TRIPARTITE DE PARTENARIAT - SIGNATURE- AUTORISATION**

**Monsieur Jérôme DUBOST, Maire :** Afin de permettre l'accès ou le maintien des droits et /ou l'accompagnement social le plus adapté pour les Montivillons, le CCAS et la Ville de Montivilliers se sont assurés de disposer de relais efficaces auprès de partenaires compétents en matière de protection des majeurs vulnérables.

L'Association Tutélaire des Majeurs Protégés de Seine Maritime (ATMP 76) est une association loi 1901, déclarée à la Préfecture de Seine-Maritime le 5 mars 1993 sous le n°0763008142 (Journal Officiel n° 1594 du 30 mars 1993). Ses statuts ont été modifiés le 10 juin 2010 lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire.

Les buts de l'association sont les suivants :

- Assurer la protection et la défense des personnes vulnérables et de leurs biens
- Assumer toutes les fonctions et missions au titre du mandat spécial confié par l'autorité judiciaire : qu'il s'agisse d'une sauvegarde de justice, d'une curatelle, d'une tutelle
- Assumer toutes les fonctions et missions découlant d'une mesure d'accompagnement social personnalisé ou d'une mesure d'accompagnement judiciaire conformément aux dispositions prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles et/ou le Code de la Santé Publique
- Apporter aide et soutien aux parents et amis de personnes vulnérables protégées par la loi afin d'exercer leur rôle de représentant légal
- Exercer toute mesure d'aide et de protection au profit des personnes vulnérables

Dans son cadre législatif, institutionnel, et statutaire, l'ATMP 76 reçoit et accompagne :

- Des personnes majeures bénéficiant d'une mesure de tutelle, de curatelle, de sauvegarde de justice
- Des personnes majeures bénéficiant d'une mesure d'accompagnement social personnalisé, d'une mesure d'accompagnement judiciaire
- Des personnes établissant devant un notaire un mandat de protection future
- Des parents ou des amis de personnes vulnérables demandant aide et soutien

Au regard de l'action menée par l'association et de la volonté municipale d'accompagner les publics les plus vulnérables, la Ville de Montivilliers, le CCAS de Montivilliers et l'ATMP 76 ont noué un partenariat et élaboré la convention de partenariat, jointe en annexe, que je vous propose de signer.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

## LE CONSEIL MUNICIPAL,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles

**VU** le Code de la Santé Publique

### CONSIDERANT:

- Les enjeux en matière d'habitat et de logement sur la commune de Montivilliers
- La politique de solidarité municipale
- Les missions de la Maison France Services autour de l'accès et du maintien des droits
- Les missions du CCAS et notamment celles portant sur l'accompagnement des publics les plus fragiles
- La nécessité pour le CCAS et la Ville de disposer d'un réseau de partenaires compétents dans le domaine de la protection des majeurs vulnérables
- L'action menée par l'ATMP76 auprès de la population, et notamment auprès des publics les plus vulnérables

**Sa Commission Municipale n°7 Administration Générale réunie le 12 juin 2023, consultée ;**

**VU** le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

**Après en avoir délibéré,**

### DECIDE

- **D'autoriser Monsieur le Maire** à signer la convention tripartite de partenariat entre la Ville de Montivilliers, le CCAS de Montivilliers et l'Association Tutélaire des Majeurs Protégés de Seine-Maritime (ATMP 76)

**Sans incidence budgétaire**

### ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 30

Contre : 0

Ne participe pas au vote : 2

Christel BOUBERT, Isabelle NOTHEAUX

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

